

## **Groupe de travail 2.4. Produire la ville ordinaire**

### **Activités économiques et informalité : circulation des marchandises et des valeurs en ville**

Vendredi 22 mars, 14h30-18h00

Grand amphithéâtre, Institut de Géographie, 191 rue Saint Jacques, 75 005 PARIS

**Intervention introductive. « Informalité économique en ville et Southern Turn », de Sébastien Jacquot, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, EIREST et Marie Morelle, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Prodig, GT 2.4 Labex Dynamite**

Cette introduction discute des enjeux de l'étude de l'informalité économique en ville, à partir d'une réflexion sur la dimension située des écrits sur l'urbain. Rappelant l'apport de la notion d'informalité, du Sud vers le Nord, dans la compréhension du fait urbain, elle souhaite initier une discussion sur les reconfigurations de l'action publique en ville, au prisme des activités économiques, de leur structuration et des enjeux de leur régulation.

**« Territoires de la mode et déplacement des fronts de l'informalité dans les villes méditerranéennes (exemples de Naples et Tanger) », Pascale Froment, Université Paris 8, Ladyss, GT 2.4 Labex Dynamite**

Dans le cadre de cette communication, nous proposons d'aborder la question du rapport entre informalité, économie et territoires urbains à travers les transformations rapides de la filière de la mode depuis vingt ans. A partir des exemples comparés de Naples et Tanger, nous interrogeons les stratégies - contraintes ou non ; territoriales et scalaires - des divers acteurs impliqués dans les processus de production de ce secteur de production. Nous cherchons à éclairer, par le croisement des échelles temporelles et spatiales, l'évolution des « fronts de l'informalité » dans les deux villes d'étude, à mettre en évidence les interactions nouvelles entre les (dis-)continuités dans les chaînes de valeur et les (dis-)continuités spatiales et les processus d'invisibilisation qui en résultent.

La réflexion s'inscrit dans un débat plus général sur la question de la production du savoir dans les approches théoriques de l'urbain, entre valorisation des localités et élaboration de modèles à prétention universelle. Nous faisons ainsi l'hypothèse qu'un questionnement par l'informalité, associant étroitement économie et politique, s'avère pertinent pour aborder et déconstruire les catégories usuelles à partir de contextes urbains à la fois proches et tenus à « bonne distance scientifique », en mobilisant notamment la notion d'hybridité.

**« De l'argent global, de la violence locale : l'économie des voitures volées au Brésil », Gabriel Feltran, Université fédérale de Sao Carlos, Sao Paulo, Centre d'études des Métropoles (CEM)**

Les économies illégales - tels que le commerce de la drogue et des armes à feu, la contrebande ou les vols de voitures - ne produisent pas toujours de la violence. Quoi qu'il en soit, en Amérique latine et surtout au Brésil, différents acteurs criminels et violents se disputent ces marchés avec les policiers et



les entrepreneurs. La littérature internationale sur les marchés illégaux, bien que s'étant développée ces dernières années, est marquée par des approches normatives avec des recherches empiriques fragiles. Cette présentation est basée sur une description des trajectoires des voitures volées à Sao Paulo, des acteurs, des prix et de la violence urbaine liée à cette économie. Les rôles des entreprises d'assurance, des enchères, du PCC et de plusieurs autres acteurs sont également étudiés pour comprendre le fonctionnement du marché. Cette intervention fait partie d'une recherche plus large, collective, sur le marché du vol de voitures en cours de développement depuis 2015 à São Paulo, comme sous-projet du Centro de Estudos da Metrópole CEPID (FAPESP).

**« Gouvernement urbain et illégalisme à Rio de Janeiro : un panorama », Daniel Hirata, Université fédérale Fluminense, Rio de Janeiro, Núcleo de Estudos da Cidadania, Conflito e Violência Urbana (NECVU)**

Cette présentation a pour but de présenter une vue d'ensemble de la connexion entre gouvernement urbain et illégalismes (populaires et d'affaires) à Rio de Janeiro, au Brésil, au cours des dix dernières années (2008-2018).

Le premier moment s'inscrit dans la perspective des méga-événements (Coupe du Monde et Jeux Olympiques). Il est marqué par des pratiques de pouvoir entraînant spéculation immobilière, entrepreneuriat populaire et entrée des services et des équipements de consommation dans les favelas dans le cadre de la soi-disant "pacification" des territoires dits "vulnérables" grâce au programme des UPP's.

Le second moment est caractérisé par la faillite de l'État de Rio de Janeiro (non sans lien avec les "méga événements") et les programmes de relance économique (via des prêts garantis par le gouvernement fédéral) et d'intervention militaire (du Secrétariat de la sécurité publique). C'est la question de la protection des biens patrimoniaux et du circuit urbain d'approvisionnement qui est mise au premier plan à partir de la répression des vols de cargaisons dans le port de Rio de Janeiro. Ainsi, on constate un ciblage des opérations militaires-police afin de protéger ces biens. Ce deuxième moment implique de réfléchir au lien entre la baisse des principaux indicateurs socio-économiques et l'augmentation des crimes contre les biens patrimoniaux, notamment les vols de cargaisons. Partant de ces constats, l'objectif de cette intervention est de réfléchir à la façon dont, dans différentes conjonctures politiques et économiques, le recours à la force produit des marchés illégaux, les réglemente ou protège les marchés légaux en lien avec la gestion des territoires et des populations urbaines.

**Discutantes : Alice Franck (Univ. Paris 1 Panthéon Sorbonne, UMR PRODIG, GT 2.4 Labex Dynamite)**

**&**

**Marianne Morange (Univ. Paris Diderot, UMR CESSMA, GT 2.4 Labex Dynamite) – sous réserve**

